

Daniel Bensaid, Rony Brauman,
Suzan de Brunhoff,
Liliale Cordova-Kaczerginsky, Marc Cramer,
Joss Dray, Rachel Garbaz, Gisèle Halimi,
Samuel Joshua, Marcel-Francis Kahn,
Pierre Khalfa, Hubert Krivine,
Isabelle Kzwykowski, Dominique Levy,
Henri Maler, Willy Rozenbaum,
Nicolas Shashahani, Catherine Samary,
Michèle Sibony, Pierre Vidal-Naquet,
Oliva Zemor ont cosigné ce texte.

Soutenir Israël ? Pas en notre nom !

Solidaires des droits nationaux et démocratiques du peuple palestinien, nous refusons l'escalade guerrière.

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) appelle à manifester le 7 avril, non seulement pour protester contre les attaques de lieux de culte, mais pour « soutenir Israël ». Alors que le nettoyage militaire bat son plein dans les territoires occupés, ce soutien prend une signification bien particulière. Prétendant parler au nom des Juifs du monde entier, les dirigeants israéliens et les porte-parole communautaires usurpent la mémoire collective du judéocide et commettent un détournement d'héritage. Reprenant le mot d'ordre des opposants américains aux croisades impériales, nous répondons : « Pas en notre nom ! » Ariel Sharon a en effet résolu, avec le soutien de George W. Bush, d'écraser la résistance palestinienne, de détruire ses institutions, d'humilier ses dirigeants et d'acculer leur peuple à un nouvel exode. Le jour de Pâques, les informations télévisées nous ont offert le spectacle dégoûtant d'un président « états-unien », affalé en tenue décontractée de

week-end, réclamant cyniquement un surcroît d'efforts et de bonne volonté à un Yasser Arafat assiégé dans ses locaux, privé d'eau, et éclairé à la bougie ! Devant la tragique solitude du peuple palestinien, la « communauté internationale » rivalise en démissions et capitulations honteuses.

Les ministres travaillistes israéliens exécutent docilement la politique du pire ! Les dirigeants arabes ne font rien pour faire respecter les droits du peuple palestinien. Prompts à emboîter le pas aux légions impériales américaines au nom du droit international, les dirigeants européens se contentent au mieux de bonnes paroles lorsque les troupes de Sharon bafouent ouvertement les résolutions de l'Onu ! Les belles âmes intellectuelles, qui se sont émues, à juste titre, du sort des réfugiés kosovars ou des bombardements sur Grozny, se taisent sur le sort des réfugiés palestiniens et se lavent les mains devant les murs calcinés et les ruines de Ramallah !

Pleins de compassion préélectorale envers les victimes d'actes antisémites que rien, et certainement pas le soutien au peuple palestinien, ne peut justifier, nos gouvernants deviennent pudiquement silencieux devant les crimes commis par les troupes d'occupation en Cisjordanie ! Ceux et celles qui justifient le droit au retour des juifs en Israël, au nom d'un droit du sang millénaire, refusent le droit du sol aux Palestiniens ! Les dignitaires des Nations unies s'accommodent des humiliations infligées à l'Autorité palestinienne ! Ceux qui prétendent administrer la justice universelle détournent la tête devant les « liquidations extrajudiciaires », les exécutions sommaires de prisonniers, et les crimes de guerre d'Ariel Sharon !

Reconnu par l'Autorité palestinienne et par nombre de gouvernements arabes, le fait

national israélien est désormais établi de manière irréversible. Mais une paix durable exige la reconnaissance réciproque de deux peuples et leur coexistence fondée sur les droits égaux. Les Israéliens ont un État souverain, une armée puissante, un territoire ; les Palestiniens sont parqués dans des camps depuis un demi-siècle, soumis aux brutalités et aux humiliations, assiégés sur un territoire en peau de chagrin : grande comme un département français, la Cisjordanie est lacérée de routes stratégiques, criblée de plus de sept cents check points, hérissée de colonies. Il n'y a pas symétrie entre occupants et occupés.

Le retrait inconditionnel de l'armée israélienne des territoires occupés et le démantèlement des colonies ne constitueraient même pas une réparation de l'injustice faite aux Palestiniens, mais seulement l'application d'un droit formellement reconnu depuis trente-cinq ans, des résolutions 242 et 337 de l'Onu jusqu'à la résolution 1042 du Conseil de sécurité. Bush demande au contraire toujours davantage de concessions et de gages aux victimes. Sharon séquestre leurs représentants, dynamite leurs maisons, tandis que son armée bloque les secours sanitaires. Cette politique du pire conduit tout droit à la catastrophe non seulement le peuple palestinien menacé d'un nouvel exode purificateur, mais aussi le peuple israélien entraîné dans la spirale suicidaire de ses dirigeants. Car quel peut être l'avenir d'un État fondé sur l'oppression, l'injustice et le crime ? Et quel peut être l'avenir d'un peuple fuyant ses malheurs et ses angoisses dans une escalade meurtrière ?

Il était prévisible qu'à force d'assimiler le judaïsme à la raison d'État israélienne et de présenter les institutions juives comme des ambassades officieuses d'Israël, les apprentis sorciers du Grand Israël finiraient par être

pris au mot, ce qui n'en rend pas moins odieux et inadmissibles des attentats contre des synagogues et des écoles.

Nous condamnons les agressions qui visent une communauté en tant que telle et rendent les juifs collectivement responsables des exactions commises par le gouvernement israélien. Nous condamnons toute dérive antisémite de la lutte contre sa politique. Nous condamnons, pour raisons tant morales que politiques, les attentats contre les populations civiles en Israël. Les actions contre les colonies et l'armée d'occupation relèvent en revanche d'une résistance historiquement légitime et d'une défense de droits imprescriptibles. Il

y a trois mois encore, le ministre israélien de l'intérieur, Uzi Landau, annonçait dans *Le Monde* (14 décembre 2001) une « lutte à mort » contre les Palestiniens, aussi longtemps que ces derniers auraient une goutte d'espoir. Ce désespoir sciemment entretenu constitue ainsi le terreau dans lequel s'enracine la violence extrême.

Alors que Sharon avait promis la sécurité aux Israéliens, leur pays est devenu l'endroit du monde où les juifs sont le plus en insécurité. Liant le sort de son peuple à la guerre illimitée contre le terrorisme décrétée par George W. Bush, il était pourtant clair que sa politique du pire deviendrait une machine infer-

nale à fabriquer des kamikazes. Dénonçant toute dérive raciste ou antisémite en France comme au Moyen-Orient, solidaires des droits nationaux et démocratiques du peuple palestinien, nous refusons l'escalade guerrière et sa chronique d'un désastre annoncé. Nous exigeons l'application des résolutions de l'Onu, le retrait inconditionnel d'Israël des territoires occupés, le démantèlement des colonies et la reconnaissance immédiate par l'Union européenne d'un État palestinien laïque et souverain.

Le Monde
6 avril 2002